

Biodiversité respectée = pandémies contrôlées

Respectable Loge, Les Amis Réunis, Orient de Saint André (La Réunion), Région 3

Mots-clefs : Sécurité sanitaire, Survie

Partie 1 : Covid-19, la piste animale et environnementale

Jusqu'au début de 2020, la planète a été frappée par des crises environnementales qui ont ému et mobilisé les habitants du monde entier (incendies en Amazonie et en Australie, 6^e extinction de masse, fonte accélérée des pôles, etc.). Puis, en quelques semaines à peine, une pandémie liée à un Coronavirus – le Covid-19- a supplanté dans les esprits, en gravité, les atteintes à l'environnement. Pourtant, ces deux préoccupations sont liées. Toutes les épidémies majeures, passées comme récentes (Sida, Ebola, SRAS, Mers-Cov, etc.) sont les conséquences directes ou indirectes des crises de la biodiversité et du climat qui s'aggravent. Depuis le début du 20^e s. plus de 85 % des zones humides de notre planète ont disparu, rapprochant inéluctablement les lieux de vie des animaux sauvages, de ceux des humains. Les écosystèmes se retrouvent anéantis au profit de monocultures industrielles intensives. De surcroît, la chasse aux espèces exotiques va croissant et les trafics qui en découlent mélangent des spécimens multiples d'animaux sauvages, permettant de ce fait à des agents infectieux rares de se combiner, de muter, et de franchir la barrière entre les espèces. Plus de 2/3 des maladies émergentes sont des zoonoses, c'est-à-dire des maladies dont le réservoir infectieux se loge dans un animal, fréquemment sauvage. Dans le cas du Covid-19, le point de départ de la pandémie est la ville de Wuhan, capitale de la province du Hubei en Chine. Dans ses marchés ouverts, serpents, chauve-souris, pangolins, etc. sont « stockés », entassés dans des caisses en osier pour être vendus à prix d'or. Pendant leur longue exposition, ils se retrouvent couverts d'urine, piqués par des moustiques et des tiques, puis manipulés et dépecés en l'état par les vendeurs. Dès lors, les infections se répandent à grande vitesse.

Une fois ce constat fait, la réflexion et l'analyse ne sont hélas pas allées beaucoup plus loin. Dans la plupart des pays touchés, la lutte contre la pandémie a été jugée prioritaire et celle contre le dérèglement climatique ou la pollution freinée, voire dénoncée. Ainsi, aux États-Unis, l'administration Trump a saisi le prétexte du contexte mondial pour revoir à la hausse les normes d'émission de véhicules. Au Brésil, la déforestation de la forêt amazonienne, faute de surveillance internationale, s'est encore accélérée. En international, des sommets sur le climat ont été annulés. Localement, par peur de la contamination, la consommation de plastique à usage unique sous de multiples formes a explosé, anéantissant en quelques semaines des années de progrès.

Partie 2 : Désintérêt, laxisme, voire négation et hostilité

Dès 2007, un article scientifique majeur, publié dans *Clinical Microbiology Reviews* de l'« American Society for Microbiology » mettait en garde au sujet du SRAS (Syndrome respiratoire aigu sévère) : « *La présence d'un réservoir important de virus de type SARS-CoV dans les chauves-souris Rhinolophidae combiné avec l'élevage pour la consommation de mammifères dans le sud de la Chine est une bombe à retardement.* » Dix ans plus tard, en 2017, le Docteur Anthony Fauci (spécialiste américain des maladies infectieuses et conseiller actuel de la Maison-Blanche sur le Covid-19) avait annoncé que le monde serait à court terme touché par une pandémie liée aux coronavirus.

Des organisations alertent depuis fort longtemps sur la nécessité absolue d'arrêter la destruction de l'environnement, que ce soit par la déforestation et le commerce d'animaux vivants. Ce dernier, totalement illégal, puisque lié au braconnage, passe par les mêmes filières que le trafic de drogue ou celui des armes. Il représente des milliards de dollars de bénéfices pour des réseaux criminels et devient non seulement un danger pour la planète, mais aussi un danger pour les démocraties.

Malgré ces constats et mises en garde, la stratégie du laisser-faire est restée de mise partout dans le monde. Les financements pour les causes environnementales sont en déclin et le désintérêt pour les enjeux induits est plus que préoccupant : il est alarmant. Parallèlement, la transmission des zoonoses potentiellement mortelles croît à un rythme soutenu. Les déforestations généralisées occasionnent des interactions homme / animal qui ne se seraient jamais produites autrement. Stopper la déforestation est pourtant la prévention première au développement de maladies infectieuses qui trouvent dans nos sociétés dites développées des pathologies propices à leur expansion : maladies cardio-vasculaires, hypertension artérielle, diabète, maladies pulmonaires chroniques, maladies rénales. Toutes ces pathologies sont étroitement liées à nos modes de vie (alimentation, consommation d'alcool) et à l'environnement (qualité de l'air et de l'eau, pollution chimique).

Les réflexions menées par l'Europe sur ces sujets sont sans doute prolifiques sur la théorie, mais insuffisantes quant à leur mise en pratique. Les « paroles » abondent, mais les « actions » tardent. Preuve en fut donnée durant la pandémie avec une incapacité totale de ses pays membres à mettre en place une stratégie de lutte coordonnée et solidaire.

Partie 3 : Passer du conseil bienveillant à l'obligation réglementaire

Il faut abandonner les réflexions pleines d'angélisme sur « le monde d'après », comme s'il ne pouvait que s'améliorer, inéluctablement. Les bonnes résolutions ont été éphémères. À peine la vie d'avant reprend-elle ses droits que les confortables mauvaises habitudes se réinstallent. Ce monde outrageusement dominé par l'Humain, transmettra malheureusement de nouvelles pandémies à nos enfants et petits-enfants tant qu'on n'admettra pas que la santé humaine est étroitement liée au respect de l'environnement et de la biodiversité. La déforestation usuellement dénoncée n'en sera pas la seule source. La fonte du permafrost (permafrost en anglais) et les activités de forage qu'il subit, outre des effets climatiques avérés, représentent une autre menace sanitaire grave avec le réveil de virus et bactéries oubliés ou inconnus.

Il faut cesser de vivre dans le déni. Vaccinations et quarantaines seront impuissantes à contenir ces nouvelles épidémies dues à des agents infectieux qui, soulignons-le, sont émergents pour l'homme, mais non pour les animaux qui, eux, évoluent avec depuis des millions d'années. La protection des écosystèmes est la condition sine qua non de la survie de l'humanité. Si nous n'agissons pas pour la faune ou la flore, du moins pourrions-nous nous préoccuper des générations futures.

Sur le plan des individus, il faut passer à une phase répressive sanctionnant les gestes et actions irrespectueuses de l'environnement. Voilà des dizaines d'années que la pédagogie est prônée auprès des enfants et des adolescents. Force est de constater que, en dépit des efforts fournis, ces derniers sont devenus, dans leur grande majorité, des adultes pollueurs. À l'image du combat contre l'inconduite routière, les sanctions pécuniaires et les travaux d'intérêt général doivent systématiquement être mis en place, par le biais d'agents assermentés formés, en nombre beaucoup plus important que les inspecteurs de l'environnement existants. La proposition actuelle de 300 € d'amendes en cas de récidive est beaucoup trop faible ; un montant minimal de 500 € doit être fixé (le député LR Éric Pauget a même proposé un montant de 3.000 €). Miser seulement sur le civisme des gens est irréaliste. Bien sûr, le « tout répression » n'est pas la seule piste à suivre. Puisons dans les systèmes qui ont déjà fait leur preuve par le passé. Ainsi en est-il du principe de consignes qui pourrait s'appliquer à la récupération d'objets hautement polluants (masques, gants, lingettes, films et emballages plastique), dont la consommation est hélas en hausse depuis le début de la crise sanitaire. Sur le plan économique, les aides publiques destinées aux structures durement touchées par la crise Covid-19 doivent être conditionnées à des plans précis annoncés et garantis par ces entreprises en faveur du climat. Une faille dans les engagements pris doit entraîner la suspension des aides. Certes, le Haut Conseil pour le Climat, par la voix de sa présidente Corinne le Quéré, s'est positionné en ce sens, mais, par le passé, ce type de directives a souvent évolué en vœux pieux rapidement bafoués. À peine le déconfinement a-t-il été déclaré que l'on constate déjà que la recapitalisation d'entreprises stratégiques en difficulté se transforme en « chèque en blanc » pour de « noirs pollueurs » accoutumés à piétiner les règles environnementales.

Il faut ré-accorder une priorité au financement des instituts Pasteur de par le monde. Les pays pauvres peinent à financer des équipements scientifiques de haut niveau. Ces instituts permettent la formation de chercheurs locaux, approfondissent l'analyse et la compréhension de virus existants et émergents. Ils doivent retrouver leur éminente fonction de lieux d'études scientifiques biologiques de haut niveau implantés dans des territoires lointains qui sont les foyers mêmes des épidémies. Actuellement, il est plus valorisant de travailler à Paris pour Sanofi ou Merieux ou d'être candidat au Nobel, que de reconstituer dans l'anonymat, sur le terrain, les chaînes épidémiologiques.

Sur le plan mondial, à l'image d'un tribunal international pour les crimes de guerre, il faut créer un tribunal sanitaire et climatique international doté d'inspecteurs et de scientifiques supranationaux. Pourront être sanctionnés, y compris financièrement, tous les responsables de catastrophes environnementales ou membres de filières de trafics d'animaux sauvages, qu'ils soient des états souverains ou des grands groupes industriels.

Il n'est plus l'heure de tergiverser. Il faut agir, à l'échelle individuelle, nationale, économique, mondiale. La crise que nous venons de vivre n'est que la première de ce type au 21^e s.

Le GODF défend la laïcité comme outil fondamental du « vivre ensemble ». Il se doit aussi de défendre le respect de l'environnement comme outil fondamental du « vivre tout court ». Porter une écologie participative et non dogmatique, mais aussi intransigeante à défendre et imposer les valeurs défendues, doit être son combat prioritaire pour le 21^e siècle.